

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 84 - 21 avril 1980 - PRIX : 1 F



TCHAD

UNE GUERRE MEURTRIÈRE
POUR LES AMBITIONS
DE FUTURS
DICTATEURS

dans
ce numéro

MAURITANIE : l'esclavage n'a pas disparu

SENEGAL : 20 ans d'indépendance au service des privilégiés.

MALI : la pauvreté n'explique pas le manque de moyens des hôpitaux

COTE D'IVOIRE : l'Etat éponge le déficit ...

L'OPPRESSION DES FEMMES : une tradition à combattre

SOMMAIRE

TCHAD : UNE GUERRE MEURTRIERE POUR LES AMBITIONS -----DE FUTURS DICTATEURS-----

Le rebondissement des guerres de fraction depuis le mois dernier continue de faire des victimes: A tel point que personne ne se hasarde à évaluer le nombre de victimes mortes, blessées, sans abri, sans ressources...etc

L'offensive qui a été préparée, semble-t-il, par Hissène Habré pour l'emporter sur les autres chefs de tendance, a fait long feu. Cela se solde par une saignée à blanc des armées et de la population civile.

On ne sait pas dans quelle mesure le peuple est partie prenante, mais on sait en tout cas le prix qu'il paye pour cette guerre où, de toute façon, il ne gagnera rien quel que soit le vainqueur. Triste expérience pour les petites gens des villes qui ont à souffrir d'une guerre qui n'est pas la leur. Et la population continuera d'en souffrir bien longtemps encore, car on n'efface pas les effets d'une guerre en quelques années, surtout quand il s'agit d'un pays parmi les plus pauvres du monde.

Goukouni, Kamougué et les autres chefs de tendance désignent Habré comme l'homme à abattre en le qualifiant de dictateur sanguinaire plein d'ambitions. On peut leur faire confiance sur ce jugement. Ils connaissent bien Habré pour avoir collaboré avec lui dans le même gouvernement. Effectivement Habré est une ordure. Mais ils se valent tous, et tous sont prêts à collaborer avec l'impérialisme. Ce qui les oppose c'est de savoir qui va être à la tête de la dictature -unique au lieu d'être polycéphale comme maintenant- pour s'engraisser sur le dos de la population.

Dernièrement Goukouni a affirmé qu'il refuserait tout cessez-le-feu tant qu'il n'y aurait pas un vainqueur ou un vaincu.

Personne ne représente un mieux quelconque par rapport aux autres. Mais malheureusement, dans la situation actuelle, la seule alternative qu'ils présentent c'est : ou bien la continuation de la guerre avec son cortège de massacres, ou bien la fin de la guerre au profit d'une dictature.

Que ceux que cette macabre alternative satisfait, embouchent la trompette de Goukouni ou des autres. Il faut laisser les nationalistes chercher encore ce qui serait bon dans le programme du Frolinat et s'attrister sur le fait que cette organisation nationaliste ait été manœuvrée par des aventuriers.

La situation actuelle est le résultat de la politique criminelle de l'impérialisme français, depuis la colonisation jusqu'à maintenant où il attise le feu en donnant des armes à certaines fractions et en soutenant Habré. Mais le Frolinat, sans parler des Kamougué et autres, a aussi sa part de responsabilité.

Le Tchad nous montre une des variantes de ce que peuvent donner les politiciens nationalistes incontrôlés et incontrôlables par la population. D'autres pays en fournissent d'autres exemples, guère plus reluisants, même si les dictatures y sont "pacifiques".

Mais, pour le Tchad comme pour tous les pays, ni la guerre ni la dictature ne sont une fatalité. Evidemment, pour cette fois-ci le mal est fait. Et personne ne peut faire en sorte que, du jour au lendemain, les exploités ne soient pas les victimes de

.../...

-Page 2 : TCHAD

-Page 3 : MAURITANIE : un Etat où l'esclavage n'a pas disparu

-Page 4 : SENEGAL : 20 ans d'indépendance au service des privilégiés

-Page 5 : MALI : Traoré a reculé

-Page 6 : MALI : la pauvreté n'explique pas le manque de moyens des hôpitaux

-Page 7 : L'OPPRESSION DE LA FEMME : une tradition à combattre

-Page 9 : COTE D'IVOIRE : Sotra, l'Etat éponge le déficit, les capitalistes empochent les bénéfices

-Page 10 : LIBERIA : coup d'Etat militaire

-Page 11 : CUBA : une indignation qui cache mal l'hypocrisie des impérialistes.

abonnements

FRANCE : 1 an

ordinaire 12 F
pli fermé 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier
BP 145 75 023 Paris Cedex
en spécifiant : "pour le PAT"

cette guerre.

Ceux que cela révolte, s'ils ne peuvent pas grand chose contre la guerre actuelle, peuvent par contre se préparer contre les guerres à venir, faire en sorte que les victimes actuelles refusent de l'être dans le futur ; ou au moins, tant qu'à souffrir d'une guerre, il vaut mieux que ce soit une guerre où on a quelque chose à gagner.

Il y a aujourd'hui onze tendance au Tchad. Si elles expriment peut-être au passage certaines aspirations de groupes ethniques -et encore-, elles sont d'abord les instruments des ambitions des dirigeants en concurrence. Par contre les intérêts et les préoccupations des paysans pauvres et des ouvriers du Tchad -intérêts et préoccupations qu'ils ont en commun avec les exploités des autres pays- ne sont pas représentés. Et c'est bien là le fond du problème.

* * * 0 * * *

MAURITANIE UN ETAT OÙ L'ESCLAVAGE N'A PAS DISPARU

Le Gouvernement de Ould Haïdallah vient d'arrêter un certain nombre de dirigeants du "Mouvement des Haratines". (Haratine veut dire "esclave" en langue maure). Ce mouvement revendique depuis sa création "l'égalité totale avec le reste de la population". Car en Mauritanie, certains maures noirs descendants des anciens esclaves des maures blancs sont toujours des esclaves travaillant gratuitement pour leurs maîtres (en particulier les grands féodaux éleveurs de bétail).

Certains Haratines n'arrivent à s'affranchir qu'en payant de l'argent allant quelque fois jusqu'à 250 000 F CFA (soit 5 000 FF). Ils n'en auront pas pour autant fini avec les humiliations et les brimades, car à la moindre querelle avec un maure blanc, ce dernier n'hésite pas à les traiter "d'esclave". Du fait de leur situation d'anciens esclaves, ils ne sont pas considérés comme des citoyens à part entière, mais de seconde zone. C'est contre cette humiliation raciste que le Mouvement des Haratines veut lutter.

Face à cette revendication juste, (l'égalité totale des droits avec le reste de la population mauritanienne), les galonnés de Nouackchott, par la bouche de leur ministre de l'intérieur Moulaye Ould Boukreiss, ont déclaré à la radio qu'il "s'agit d'un groupe d'activistes existant depuis plusieurs années, mais qui vient d'être découvert". Ils rajoutent qu'ils seront traduits en justice. Voilà comment le gouvernement réactionnaire de Nouackchott compte résoudre les problèmes que lui posent les Haratines.

Ce problème est à la fois racial et social. Car du fait de leur situation d'anciens esclaves, les Haratines font partie de la population la plus exploitée. Et jusqu'à maintenant, parmi les féodaux nomades maures blancs, certains ont toujours des Haratines qui gardent leurs troupeaux pendant que eux boivent du Attaye (thé) sous leur tente. Dans les villes, les Haratines constituent en général le sous-prolétariat. Ils vendent des seaux d'eau dans les rues de Nouackchott ou dans d'autres villes. Ceux qui ont la chance d'être instruits subissent aussi quotidiennement le racisme dans leur milieu.

C'est pour toutes ces raisons-là que malgré la dictature de Ould Haïdallah, la communauté noire mauritanienne bouge. L'année dernière c'était les négro-africains qui protestaient contre l'arabisation. Cette année ce sont les Haratines qui contestent la politique ségrégationniste du régime.

Le Mouvement des Haratines a raison de revendiquer l'égalité des droits et d'engager la lutte contre la discrimination raciale. Mais s'il veut vraiment en finir avec cette

.../...

injustice il ne doit pas s'adresser seulement aux esclaves et anciens esclaves, mais à tous ceux que le capitalisme a réduit à l'esclavage salarial ; c'est-à-dire à tous les travailleurs mauritaniens quelles que soient leur race, leur caste ou leur ethnologie. Car tous ensemble, non seulement ils pourront mettre fin à la discrimination raciale, mais aussi à toute forme d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme.

o o

sénégal

20 ANS D'INDÉPENDANCE AU PROFIT DES PRIVILÉGIÉS

Le Sénégal vient de fêter le 20^{ème} anniversaire de son indépendance. A l'occasion, une cérémonie plus importante que d'habitude, a été organisée afin de marquer la fin de la 2^{ème} décennie d'indépendance.

"La fête africaine est finie", proclama Senghor lors de son discours avant de décrire la situation économique du Sénégal au bout de 20 ans.

La "fête africaine" dont parle Senghor, c'est évidemment la joie des populations africaines dont les pays venaient d'accéder à l'indépendance. C'était pour elles une dignité retrouvée. Cette joie-là n'a effectivement pas duré bien longtemps. Car même si les dirigeants politiques africains faisaient croire que l'indépendance était synonyme d'émancipation, la situation catastrophique que vit la quasi-totalité des peuples d'Afrique 20 ans après montre bien que c'était une tromperie.

Bien sûr la situation n'est pas catastrophique pour tout le monde. Ceux qui ont profité de l'indépendance ce sont nos privilégiés d'aujourd'hui. Ce sont ceux qui ont pris la place anciennement occupée par les colons. Ce sont les Senghor, les grands fonctionnaires, les hommes d'affaire, les grands commerçants ...etc. Pour ceux-là la fête continue. Et ils ne s'en cachent pas. C'est ainsi que dans les numéros du "Soleil" consacrés à la fête de l'indépendance on peut lire dans les pages publicitaires que tel patron "remercie Senghor et Abdou Diouf pour leur politique en faveur des hommes d'affaires." Tel autre grand commerçant ou grand marabout "rend hommage au succès de Senghor".

C'est à ces gens-là que l'indépendance a profité, et derrière eux, à l'impérialisme.

Si De Gaulle, pour ce qui concerne les anciennes colonies françaises, a accordé l'indépendance c'est parce que cela était dans l'intérêt de l'impérialisme français. Le système colonial était ébranlé après le déclenchement de la lutte armée en Indochine et en Algérie. La lutte de libération nationale menée dans ces pays-là avait forcé les impérialistes à décoloniser l'Afrique, en mettant en place des appareils d'Etat sur mesure et en installant là où la lutte armée n'avait pas commencé, des hommes fidèles à leurs intérêts.

Ils y placèrent les Senghor, Houphouët, Modibo, Tsiranana...etc. Ces hommes-là, bien avant l'indépendance, avaient déjà prouvé leur "sagesse". Senghor fut secrétaire d'Etat sous le cabinet d'Edgar Faure en 1954, Houphouët en 1956 fut ministre d'Etat auprès du ministre de la France d'Outre Mer, Modibo en 1956/57 fut Secrétaire d'Etat à la France d'Outre Mer puis Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil en 1957/58.

C'est dans son propre personnel politique que l'impérialisme français recruta les futurs chefs d'Etat. L'empire colonial (AEF, AOF) fut décomposé en plusieurs morceaux. La Fédération du Mali qui regroupait le Mali (ex-Soudan Français) et le Sénégal, fut scindé en deux. Ainsi Senghor reçut son propre appareil d'Etat et Modibo le sien.

.../...

Les colons ont laissé la place à l'administration locale, mais l'impérialisme français continue de piller la richesse de ces pays en laissant quelques miettes à ses valets.

Durant ces 20 années, pour l'ensemble de la population, la misère n'a cessé de s'approfondir. Mais cela n'empêche pas Senghor de dire que tout va très bien. Car selon lui " le Sénégal est le pays le plus industrialisé de l'Afrique Noire francophone" et "dans l'horizon de l'an 2020" quand les différents projets de barrages seront réalisés, "nous aurons réalisé l'autosuffisance alimentaire". Il faudra donc attendre 60 ans après l'indépendance pour qu'un problème aussi crucial que celui de la nourriture soit résolu ! De toutes façons, il ne perd rien à faire des promesses pour l'an 2020. En attendant, les poules auront le temps d'avoir des dents.

Nos dirigeants actuels sont aussi arrogants et aussi dictatoriaux vis à vis des travailleurs et des petits paysans que l'étaient les colons. Même les partis politiques qui existaient du temps des colons comme le PRA et le PAI furent dissouts lorsque Senghor arriva au pouvoir, pour ne laisser que son seul parti l'UPS. Jusqu'à maintenant, même si Senghor a autorisé, depuis juillet 74, le PDS et le PAI plus tard, la dictature continue. Les grèves et les manifestations sont aussi durement réprimées que pendant la colonisation. C'est justement parce que l'exploitation et l'oppression ne sont pas une question de couleur de peau mais de classe.

Les Etats mis en place au Sénégal comme ailleurs sont là pour perpétuer l'exploitation capitaliste. Pour leur émancipation, les travailleurs devront les détruire et exercer eux-mêmes le pouvoir, en mettant en place leur propre Etat. C'est alors seulement que pourra s'ouvrir devant les exploités, un autre avenir.

MALI TRAORE A RECULE

Les scolaires et étudiants maliens qui manifestaient depuis un certain temps dans les rues de Bamako et d'autres villes du Mali pour la libération de leurs camarades emprisonnés ont fait reculer Moussa Traoré.

Les méthodes barbares employées par la police aux ordres de Traoré (tortures, viols et assassinats) n'avaient pas mis fin au vaste mouvement de protestation contre le régime militaire.

Devant la détermination des élèves et étudiants, Moussa Traoré a finalement libéré tous les manifestants arrêtés.

Aussi terrible dictateur qu'il soit, quelques centaines de jeunes l'ont fait reculer. Mais que dire alors si c'était les ouvriers et les paysans pauvres qui étaient dans les rues. Eux qui souffrent tout autant que les étudiants de la dictatures certes, mais qui en souffrent plus, sur le plan social et sur le plan économique ! En tout cas ils auraient plus que fait reculer Moussa Traoré.

MALI

LA PAUVRETE N'EXPLIQUE PAS

LE MANQUE DE MOYENS DES HOPITAUX

La commission d'administration de l'Hôpital Gabriel Touré de Bamako s'est réunie au courant du mois de mars dernier. Cette réunion a été l'occasion pour les responsables de cet hôpital, de mettre l'accent sur la situation de pénurie chronique que connaît l'établissement.

Cette situation, les autres hôpitaux du Mali la connaissent, à commencer par ceux de Bamako, dont l'hôpital du "Point G" et celui de Kati. Partout règnent le délabrement, l'abandon et surtout le manque de médicaments.

Le spectacle le plus courant à Bamako c'est de voir un malade trimballé de l'hôpital Gabriel Touré au point G, puis du Point G à Kati, sans pouvoir bénéficier du soin le plus élémentaire faute de médicaments ou parce qu'aucun hôpital n'est équipé du matériel minimum indispensable.

Malgré cela, ceux qui, dans les conditions actuelles, arrivent à se faire hospitaliser, peuvent encore passer pour des privilégiés. Ce qui est bien à l'image de la pauvreté et de la misère qui règnent au Mali ; misère qui fait que même les quelques hôpitaux qui existent fonctionnent à moitié, par manque d'équipement et de moyens.

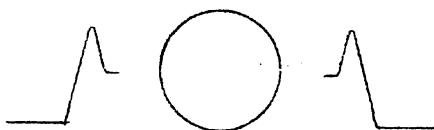
Cette situation est bien à la mesure de ce monde inhumain. Alors que des produits les plus ordinaires comme le mercurochrome ou les sérum manquent dans une partie du monde, dans l'autre partie il y a des médicaments à ne plus savoir quoi en faire. En France, par exemple, ce dont on parle, c'est surtout de l'abus de médicaments.

Les trusts pharmaceutiques qui se retrouvent dans les pays les plus riches, ne savent plus quoi inventer pour pouvoir vendre les nouveaux médicaments qu'ils fabriquent. Le niveau de production et la capacité de ces trusts sont tels qu'ils pourraient satisfaire les besoins du monde entier .

Seulement comme le principe de la société dans laquelle nous vivons est que tout s'achète et tout se vend, tant pis pour les pays qui ne peuvent pas acheter de médicaments. Leurs populations n'auront qu'à "crever" dans la pénurie, même si par ailleurs il y a surproduction. C'est exactement pareil pour la nourriture. Alors que dans certains pays des populations entières meurent de faim, dans d'autres régions on détruit les aliments qu'on ne peut pas vendre, pour ne pas avoir à les donner gratuitement.

Actuellement, le problème se pose au Mali peut-être un peu plus qu'ailleurs en Afrique. Mais la pauvreté du pays n'explique pas tout. Car il est possible pour un pays, aussi pauvre soit-il, de mener une politique qui permette, non pas de se doter d'équipement sophistiqué, mais au moins de se procurer le matériel minimum indispensable à la santé des populations.

Seulement cela suppose que le peu de ressources dont dispose le pays ne soit pas utilisé pour des travaux de prestige, ou l'achat de voitures de luxe pour les ministres. Cela suppose une tout autre politique que les militaires au pouvoir à Bamako ne peuvent mener. Car s'ils sont en place c'est avant tout pour se remplir les poches.



L'OPPRESSION DE LA FEMME

UNE TRADITION A COMBATTRE

Madame Maïmouna Kane, la secrétaire d'Etat à la "promotion humaine" du Sénégal a eu fort à faire du 15 au 31 mars : discours, conférences, inaugurations d'expositions, tournées...etc. C'était en effet le temps de la "quinzaine de la femme" organisée par le gouvernement Senghor sur le thème du "Bien Etre familial, facteur de développement".

A part la création de la section féminine du syndicat CNTS (1979), voici les nouvelles mesures qui ont été annoncées en faveur de la femme sénégalaise :

- il y aura une quinzaine de la femme tous les ans
- les femmes salariées en congé maternité percevront désormais la totalité du salaire pendant 6 mois.

A condition d'être appliquée, cette dernière mesure ne concerne qu'une infime partie des femmes : elle ne concerne que les citadines et parmi elles, celles qui sont salariées.

Pour le reste, des déclarations de principe ont été faites par les responsables de l'administration. "Le moment est venu pour nos soeurs rurales de sortir des ténèbres et de faire entendre leur voix" affirmait le gouverneur du Sine Saloum. A Ziguinchor, Maïmouna Kane a dénoncé le fait que "en pays mandingue, l'homme se prélassse à l'ombre des fromagers, pendant que la femme travaille à la culture du riz" et ajoutait : "Nous voulons vaincre la dépendance et la passivité". Du matériel a été distribué pour alléger les corvées des femmes : moulins à mil, machines à coudre, décortiqueuses à riz...etc.

Il vaut mieux que le gouvernement organise une quinzaine de la femme plutôt qu'une quinzaine de la police ou des marabouts. Et tant mieux également si des associations de femmes se sont créées dans les quartiers, les communes, les départements. Le fait même qu'un dignitaire du régime affirme publiquement que la femme est l'égale de l'homme, peut en soi, être un encouragement pour les femmes qui aspirent individuellement à réagir contre les formes les plus criantes de l'oppression de la femme par l'homme.

Au Sénégal, comme dans le reste de l'Afrique, la condition de la femme est bien révoltante en effet. La paysanne travaille au champ presque autant que les hommes. Mais elle doit s'occuper toute seule de la cuisine, du ménage et des enfants ; à cela s'ajoutent d'autres pratiques arriérées telles que mariage forcé, polygamie, excision...etc, qui pèsent lourdement sur la femme.

Quand Maïmouna Kane se déclare contre certains aspects rétrogrades de la tradition elle est sans doute sincère. Mais elle s'arrête aux déclarations et dans les termes les plus vagues possibles, car les dirigeants de l'Etat veillent d'abord à la stabilité de leur pouvoir en choquant le moins possible ceux sur lesquels ils s'appuient (les marabouts par exemple).

C'est peut être pour cette raison d'ailleurs que le poste de "secrétaire d'Etat à la condition féminine" a été rebaptisé "secrétaire d'Etat à la promotion humaine". Ce n'est sans doute pas par hasard non plus que cette première quinzaine de la femme a été axée non pas sur l'oppression de la femme, mais sur sa participation au développement. Maïmouna Kane dénonce le fait que l'homme se prélassse pendant que la femme travaille au champ et non pas le fait que l'homme se prélassse pendant que la femme fait la cuisine, lave le linge, s'occupe des enfants...etc.

En fait, la quinzaine a surtout consisté à pousser les femmes à travailler plus et à "gaspiller moins" dans les cérémonies.

Mais il y a eu des propos encore plus réactionnaires . Un directeur de Cabinet dans une cérémonie officielle a trouvé que : "les tares qui hypothèquent le plus le bonheur conjugal sont : le gaspillage insensé que l'on observe au cours de chaque cérémonie (...) et la désertion du foyer (...). La femme doit consacrer plus de temps aux enfants, inculquer aux filles l'art culinaire, le repassage, les frapper par des exemples tirés de la moralité des anciens, de la vie quotidienne...etc. La dot exagérée doit être bannie de même que les pompes qui marquent actuellement les cérémonies funéraires".

Ces gens veulent en fait que les femmes continuent à jouer le même rôle que maintenant, c'est-à-dire le rôle de marchandise qu'on achète avec la dot et le rôle de servantes des hommes.

Bien sûr, l'oppression de la femme repose sur un préjugé trop profondément ancré dans toutes les fibres de la société pour disparaître d'une année à l'autre, quel que soit le régime en place. Ce n'est pas non plus le gouvernement de Senghor, pas plus que la colonisation qui a créé l'oppression de la femme. Ce sont des préjugés hérités de la tradition qui se prolongent jusqu'à maintenant.

Mais les dirigeants des pays africains, même quand ils osent parler timidement de ce problème, ne luttent pas contre l'oppression de la femme. Car cela nécessite une transformation profonde de la société. Bien au contraire, ces régimes prétendument modernes issus de la décolonisation ont légalisé la polygamie, codifié la dot ...etc. Leur premier souci c'est de rester en place, d'avoir la stabilité dans le pays (c'est-à-dire stabilité dans l'exploitation) quitte à tolérer et même flatter les préjugés les plus réactionnaires, du moment que cela est pensé par la majorité de la population.

En juin 1978, le directeur de la télévision ivoirienne —quelqu'un qui peut avoir une influence considérable sur les mentalités— affirmait, dans une interview à Bingo : "...la femme doit se contenter d'assurer le bien être de son mari et de ses enfants". Assurément, les régimes de chez nous se disent modernes, mais ils méritent d'être qualifiés de barbares à plus d'un titre.

Dans les pays capitalistes développés comme la France, le sort des femmes est plus enviable par rapport à chez nous. Elles ont acquis certains droits par leur lutte : possibilité plus grande que chez nous de choisir le nombre d'enfants qu'elles veulent, plus grande indépendance...etc. Mais en France aussi, elles continuent d'être doublement opprimées, en tant que travailleuses et en tant que femmes.

C'est peut-être plus facile de faire la lessive et la cuisine avec les appareils, mais c'est encore la femme seule qui les fait. Tant il est vrai que le système d'exploitation de l'homme par l'homme secrète la perpétuation de toutes les autres formes d'oppression et les préjugés les plus réactionnaires.

Seule une transformation profonde de la société, c'est-à-dire la fin de l'exploitation pourra la débarrasser de l'oppression de la femme.

COTE D'IVOIRE

SOTRA l'état éponge le déficit

les capitalistes empochent LES BENEFICES

Le gouvernement ivoirien a accordé 5 milliards CFA à la SOTRA (société de transports urbains) à titre de subventions pour combler le déficit de l'année 1979.

Le chiffre d'affaire de cette société a été de 12,7 milliards pour la même période. Autrement dit les subventions ont atteint 40 % du chiffre d'affaire.

Si cette aide de l'Etat était destinée à améliorer les transports urbains et à rendre moins cher les tickets de bus, pourquoi pas ?

Mais on peut se demander d'où vient le déficit, quelle partie des 5 milliards servira à améliorer les transports, et combien iront ailleurs sous forme de voitures, bureaux de luxe et villas privées ! Question qui vient automatiquement à l'esprit quand on connaît le prix des tickets de bus (moyenne 100 F CFA) et la précarité des conditions de transport (les travailleurs de certains quartiers sont obligés de se lever à 4 heures du matin pour être sûr d'arriver au travail à 7 ou 8 heures).

Si les bus de la SOTRA déservent si mal ceux qui les utilisent, c'est que derrière la notion abstraite de "Société contrôlée par l'Etat" il y a d'une part le contrôle de ministres et de hauts fonctionnaires en chair et en os, qui confondent volontiers "caisse de l'Etat" et "self service", et d'autre part la présence de sociétés privées.

La SOTRA est une société semi-publique, où la majorité des actions est détenue par l'Etat. Mais une forte minorité d'actionnaires privés y participent également. Et si des capitalistes investissent dans les sociétés contrôlées par l'Etat c'est parce qu'ils y trouvent des avantages, même quand l'Etat, lui, ne fait pas de bénéfices.

Ceux qui profitent des investissements de l'Etat et des subventions, ce sont moins les usagers de la SOTRA que les sociétés privées qui fleurissent sous l'ombrelle bienveillante de l'Etat.

* * * * *

coup d'Etat militaire au Libéria

Le 12 avril dernier, le régime du président Tolbert a été renversé par un coup d'Etat militaire dirigé par un sous-officier, le Sergent-chef K. Doe.

Le premier geste des nouveaux dirigeants a été de libérer les prisonniers politiques de l'ancien régime. Ils ont nommé dans le nouveau gouvernement, des hommes appartenant aux organisations d'opposition, plus particulièrement ceux du PPP (Parti Progressiste du Peuple).

Les nouveaux dirigeants prétendent lutter contre la corruption et la dégradation de la vie politique au Libéria.

Comme dans tous les pays d'Afrique, au Libéria régnait en effet un régime de dictature féroce. En 1979 une manifestation appelée par le PPP contre l'augmentation du prix du riz a été sauvagement réprimée par la police. Il y aurait eu 80 morts et des centaines de blessés.

Le Libéria est un pays sous-développé avec une grande masse de chômeurs et de personnes vivant à la limite de la pauvreté. Tout cela ne tenait en place qu'au prix de la féroce dictature que faisait régner Tolbert.

Le Libéria est le premier exportateur de fer d'Afrique. Mais les sociétés américaines qui exploitent ce minerai y laissent peu de choses, c'est également le cas pour la production de caoutchouc. Ce pays est d'ailleurs le seul d'Afrique dont la monnaie en cours soit le Dollar américain, signe supplémentaire de sa dépendance envers les USA.

Si officiellement ce pays possède la plus importante marine marchande du monde c'est simplement du fait que les armateurs du monde capitaliste immatriculent leurs bateaux au Libéria, parce qu'ils y payent moins d'impôts et qu'ils y trouvent des lois qui leurs sont plus favorables qu'ailleurs.

La particularité de ce pays est la forme que prennent les inégalités sociales. Les 2 à 3 millions d'habitants de ce pays sont dominés par une petite minorité de noirs américains anciens esclaves affranchis venus s'installer là au siècle dernier sous la direction des Etats Unis.

Sous le Régime du Président Monroe quelques trente mille esclaves affranchis ont émigré dans ce coin d'Afrique et créé l'Etat du Libéria. Depuis cette époque, l'ensemble de la population africaine, considérée comme indigène, est exclue de tous les postes de direction dans le pays.

Les inégalités sociales s'inscrivent dans certains pays comme l'Afrique du Sud et la Rhodésie d'hier dans la différence de couleur de la peau, dans d'autres pays elles s'inscrivent dans la domination d'une caste sur une autre. Et si le Libéria est appelé par certains "la Rhodésie noire" c'est parce qu'une minorité de noirs d'origine américaine domine la population libérienne, elle aussi noire. Comme quoi ce n'est pas une question de couleur de la peau mais bien une question de classe.

Les auteurs du coup d'Etat du 12 avril, liés aux partis d'opposition, ont eu un écho dans les couches populaires en affirmant vouloir lutter contre les injustices sociales et la corruption. Comme tous les auteurs de coup d'Etat ils prétendent résoudre les maux qui frappent les pauvres, et comme tous les autres ils se retourneront contre les pauvres parce qu'ils ne représentent nullement leurs intérêts.

CUBA

UNE INDIGNATION QUI CACHE MAL L'HYPOCRISIE DES IMPÉRIALISTES

L'on assiste, depuis quelques semaines, à une écoeurante campagne de presse contre Cuba. Les pays impérialistes et leurs valets africains à travers leur presse, décrivent les malheurs de 10 000 cubains réfugiés à l'ambassade du Pérou à la Havane.

En effet, Fidel Castro ayant autorisé les cubains qui voulaient émigrer à le faire, c'est 10 000 personnes qui sont venues à l'ambassade du Pérou demander un visa de sortie. Ce fait est présenté par la presse des pays capitalistes et de certains pays africains comme la preuve qu'à Cuba règne la pire des dictatures. Les politiciens les plus réactionnaires se succèdent pour parler, celui-ci de la dictature de Castro, celui-là de la misère du peuple cubain...etc...etc.

Certes, que 10 000 personnes veuillent quitter Cuba à la moindre occasion offerte, c'est le signe que dans ce pays, des gens y vivent contre leur gré, et qu'on leur interdit de partir. C'est le signe que Cuba est loin d'être le pays du socialisme ou même de la liberté, telle qu'une certaine propagande nationaliste africaine semblait le laisser croire.

Mais malgré tout, les projets les plus ambitieux des dictateurs qui nous gouvernent sont loin de valoir les réalisations, les changements que le régime de Castro a apporté dans la vie des cubains. Jusqu'en 1959, Cuba était essentiellement sous la coupe de l'impérialisme américain. L'ambassadeur des USA était en fait le véritable maître du pays qui vivait sous la dictature féroce de Batista. Dans les villes, le chômage était chronique ; les ouvriers vivaient d'un salaire de misère. Dans des campagnes, 8% de riches propriétaires possédaient 70% des terres. La mortalité infantile atteignait des proportions énormes.

C'est contre tous ces maux que Castro s'est révolté et a lutté. Et depuis qu'il est arrivé au pouvoir en 1959, grâce au soulèvement populaire qui a renversé Batista, bien de ces maux ont disparu. La mortalité infantile à Cuba est aujourd'hui, presque au même niveau que celui des pays développés. La médecine est gratuite. Plus de 90% de la population est alphabétisée. La misère et les famines, chroniques sous Batista, ont aussi disparu.

Pourtant Cuba est un pays sous-développé, qui ne tire ses ressources que de la vente du tabac et du sucre. Mais toutes ces réalisations n'ont été possibles que parce que Castro s'est attaqué à certains privilèges. Il a essayé de réduire au maximum les sources d'inégalité. Ce qui a été réalisé par Castro à Cuba n'a pu être réalisé nulle part ailleurs en Afrique.

Alors, les politiciens bourgeois peuvent verser des larmes de crocodile sur les malheurs du peuple cubain. Ils peuvent faire des analyses hypocrites sur les pays dits socialistes qui ne sont que d'atroces dictatures, et en profiter pour faire de la propagande anti-communiste. Même les dirigeants de régimes aussi corrompus que les nôtres n'hésitent pas à désigner Cuba comme un mauvais exemple pour les peuples africains.

Mais que dire alors de nos pays où des milliers de travailleurs sont obligés d'abandonner leur famille, au prix parfois de mille souffrances, pour venir travailler en France ! N'est-ce pas la faim, la misère qui nous poussent par milliers à venir chercher une vie meilleure en France ? En fin de compte, cette situation que connaissent les émigrés, tant africains que portugais ou espagnols, chez eux, est bien pire encore que celle que vivent les cubains.

Et en tout cas, les faits sont là, et parlent d'eux-mêmes. Castro est prêt à laisser partir les cubains qui le désirent. Mais ce sont ceux-là mêmes qui crient au scandale, ce sont les pays impérialistes qui ne veulent pas ouvrir leurs frontières à ces réfugiés.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.